

## « Entre pulsion de catharsis et quête de sortie de crise<sup>1</sup> »

Le maelstrom que nous subissons avec les effets de la crise financière se situe dans la continuité de tous ces événements majeurs<sup>2</sup> qui interpellent depuis maintenant deux décennies la résistance de nos modèles de vie et la résilience de nos populations. Nous quittons brutalement un modèle mental issu du siècle des lumières et façonné par la révolution industrielle, pour aller vers un autre modèle dont nous ne connaissons pas encore les fondamentaux, ils restent à inventer. Tout ceci a réellement commencé avec la chute du mur de Berlin et la fin des équilibres bipolaires, l'ouverture des frontières, la mondialisation des échanges et l'arrivée des pays émergents, qui deviennent de plus en plus submergés<sup>3</sup>. Que dire de l'explosion des nouveaux systèmes d'information et de communication qui nous font entrer dans l'interdépendance d'un monde en réseau. Pour certains les théories du Chaos trouveraient même aujourd'hui leur illustration dans la crise des subprimes<sup>4</sup>. Pour autant nous sommes entrés dans un temps où la crise est permanente. Elle puise son énergie dans les logiques fractales que nous produisons du fait de la complexité et de l'entropie de nos systèmes de vie. C'est une sorte d'entre-deux instable et mouvant, où les points d'entrée et de sortie sont devenus de plus en plus sensibles et stratégiques. De fait les phénomènes de catharsis<sup>5</sup> collectives redeviennent d'actualité avec toutes les formes d'exubérances médiatiques mais aussi de formes de violences sociales et politiques qui les caractérisent.

Tout ceci nous engage sur le fond dans des ruptures majeures où tous nos environnements et nos modèles mentaux sont éprouvés<sup>6</sup>. Les effets de ces crises majeures sont très bien résumés dans les titres des rapports d'enquête du Sénat et du Congrès américains sur le 11 septembre et le cyclone Katrina: « *failure of imagination*<sup>7</sup>, *failure of initiative*<sup>8</sup>, *failure of leadership*<sup>9</sup> ». Elles génèrent toujours les mêmes pathologies: d'abord personne n'y croit, puis tout le monde relativise, pour finir par se retrouver en état de sidération face à la brutalité des événements. Ensuite la crise est gérée tant bien que mal, toujours avec un temps de retard sur les événements, des plans pulvérisés, des ruptures de confiance lourdes et une absence totale de visibilité. Dans ces contextes nos dirigeants sous la pression des médias et des opinions confondent souvent

---

<sup>1</sup> Cet éditto a servi à la rédaction de l'article « *sortie de crise : quels scénarios* » pour la revue Constructif mars 2009 – [www.constrcutif.fr](http://www.constrcutif.fr)

<sup>2</sup> Voir articles de Xavier Guilhou et Patrick Lagadec dans la revue Préventive sécurité : Cf. N° 88, « *Katrina : Quand les crises ne suivent plus le script* » P31 à33 et n°101 « *Quand les fondamentaux sont touchés, la gestion de crise en mutation* » P33 à 37.

<sup>3</sup> N'oublions pas que la Chine contribue à plus de la moitié de la croissance du PIB mondial et qu'elle n'est pas neutre dans les fondamentaux de la crise actuelle. Elle constitue même l'une des clés de la sortie de crise en maintenant ou non son soutien au dollar...

<sup>4</sup> Il est souvent fait référence à la métaphore de « l'effet papillon » du météorologue Edward Lorenz sur les modèles de prédictibilité ou aux théories du chaos de Laplace et Poincaré

<sup>5</sup> La catharsis ou katharsis (en grec κάθαρσις) signifie *purification*. La catharsis est l'épuration des passions par le moyen de la représentation dramatique.

<sup>6</sup> Cf. contributions de Xavier Guilhou dans « *Ruptures créatrices* », Editions d'organisation 2000, «*Un monde à repenser*» Economica, 2001, « le temps des ruptures » revue Agir janvier 2001... voir : [www.xavierguilhou.com](http://www.xavierguilhou.com)

<sup>7</sup> « *A failure of imagination* », The 9/11 National Commission Report , 2004

<sup>8</sup> « *A Failure of Initiative* », US House of Representative, 2005

<sup>9</sup> « *A Nation Still Unprepared* », The US Senate, 2006"

urgence et priorité. Beaucoup sont dans l'agitation et les effets d'annonce: un plan d'action en chassant un autre. En arrière plan les populations se resserrent sur des besoins vitaux et demandent des réponses concrètes. C'est souvent le temps des héros, des sans noms, des anonymes mais aussi des sauveteurs qui se révèlent toujours exemplaires dans ce type d'épreuve où tous les repères sont brouillés, les espaces-temps détruits, les jeux d'acteurs explosés.

Le plus dur face à des situations exceptionnelles est de bien qualifier les événements et de savoir sur quel type de gravité se situe la crise. Cela conditionne l'entrée dans la crise, le formatage de son pilotage, mais aussi et surtout les conditions de la sortie. Lors du cyclone Katrina<sup>10</sup>, l'Amiral Thad Allen<sup>11</sup> avait fait le constat suivant : « *Compte tenu de notre modèle mental et de nos habitudes, nous nous sommes préparés pour traiter un ouragan de niveau 1 alors que nous devons faire face à l'équivalent d'une arme de destruction massive sans intention criminelle...* »<sup>12</sup>. De fait toute la capacité de pilotage de la crise fut piégée par cette erreur initiale de qualification de l'événement. La crise actuelle donne la même impression, tout le monde a cru pendant un an que les subprimes étaient une simple bulle spéculative immobilière, comme bien d'autres, alors que nous étions confrontés à une forme d'autodestruction massive de notre modèle de vie avec une intention spéculative délétère<sup>13</sup>. C'est très souvent, et malheureusement, l'ampleur des dégâts et l'importance des victimes qui nous ramènent à la réalité.

Puis vient le moment, quand le cyclone a achevé sa course dévastatrice, où la question de l'après catastrophe, celle de la post-crise et de la reconstruction du paysage ou du système de vie se pose. Pour cela il faut passer par un préalable : la « sortie de crise », sorte de seuil quasi sacré entre un enfer subi et la promesse d'un nouvel Eden. C'est généralement dans cette phase à la fois confuse mais décisive que les phénomènes de catharsis se développent. Il suffit d'écouter actuellement tous les dirigeants et experts mobilisés autour du G20 pour noter que grâce à cette crise le capitalisme va redevenir enfin vertueux, que l'économie de marché va enfin se réguler de façon plus sereine et que le monde en sortira enfin plus stable et plus responsable... Que de logorrhées, que de bruits pour rien... Mais pour que ces désirs deviennent des réalités il faut d'abord réunir les conditions requises pour atteindre un début de « sortie de crise »... Hors tout dépend du scénario retenu en la matière. Tout le monde sait qu'une mauvaise stratégie de sortie de crise peut engendrer des processus pires que la crise elle-même. Souvenons nous de cette phrase de

---

<sup>10</sup>Le coût global de Katrina a été estimé à 200 milliards de dollars US, soit plus de six fois le coût du cyclone Hugo (1989) ou cinq fois le coût des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Ce cyclone reste pour les compagnies d'assurance le plus gros sinistre enregistré en termes de destruction de patrimoines et de réseaux vitaux pour une collectivité (hors guerre ou crise systémique type 1929)

<sup>11</sup> Commandant les garde-côtes américains, puis responsable du pilotage de la crise auprès du président Bush et à la tête de la FEMA, l'Agence Fédérale des Gestions de Crises.

<sup>12</sup> Extrait d'un entretien mené à Washington par le Lieutenant Colonel de Smets, du Collège Royal Belge dans le cadre de sa thèse de Doctorat sur « *Développement d'une architecture robuste d'organisations de gestion de crise* ». Ce travail de recherche est mené par le pôle de recherche "Risk, Crisis and Disaster Management (RCDM)" de la faculté des Sciences Sociales et Militaires belge en cotutelle avec Patrick Lagadec de l'Ecole Polytechnique française. Elle se situe dans le domaine de la gestion de crises hors cadre appelées aussi par les anglo-saxons « *disruptive crises* » ou « *crises out of the box* ».

<sup>13</sup> Cf les stratégies de « *leverage* » des institutions financières type Goldman Sacht, Lehman Brothers, ou de trader comme Madof, qui ont fait des montages financiers avec des effets de levier de 1 pour 40 alors que le cadre réglementaire était de 1 pour 10...

Molière : « *Presque tous les hommes meurent de leurs remèdes, et non pas de leurs maladies !*<sup>14</sup> ». Souvenons-nous des remèdes de la crise de 1929, présents actuellement dans tous les esprits : Ils nous ont menés directement à la catastrophe de la seconde guerre mondiale. Les solutions imaginées par exemple par Keynes, en privilégiant entre autre la relance par la consommation et le retour de l'inflation, ont débouché sur ce drame fratricide dont nous ne sommes pas encore totalement guéris. Il semblerait que les mêmes tentations et pulsions, pour satisfaire des opinions publiques fébriles et angoissées, courent les antichambres des pouvoirs en charge du pilotage de cette « drôle de crise » que nous vivons actuellement. Comme la création de richesse au sein de nos sociétés occidentales est encore plus dépendante du consumérisme que dans les années 30, la tendance est en effet de se précipiter dans des solutions toutes faites de relance d'une croissance, dont les fondamentaux sont frappés d'obsolescence. Cette agitation donne l'impression d'être pris dans l'engrenage d'une machine sociopolitique folle qui n'arrive plus se réguler sous l'effet de masses critiques qui la dépassent.

Pourtant actuellement, nombreux sont les prédicateurs de tout bord qui annoncent que la crise serait finalement moins grave et qu'une sortie pourrait être imaginée fin 2009, début 2010 grâce à la mobilisation des états et a leurs plans de soutien massifs aux économies. Les mêmes nous annonçaient l'année dernière que tout était sous contrôle... Leurs annonces font écho aux prévisions des cassandres qui précisent de leur côté que le cœur du cyclone n'a pas encore frappé et que le pire est à venir... L'actualité pour l'instant leur donne raison. Mais en fait personne ne sait exactement où nous en sommes. Cette fébrilité est souvent le signe d'une incapacité collective à bien qualifier les évènements, alors que tout repose sur une bonne compréhension et hiérarchisation des causes et des enjeux. Pour faciliter la pédagogie de cet exercice de réflexion sur les conditions et possibilités de sortie de crise prenons une échelle de classification, un peu comme celle des spécialistes des ouragans<sup>15</sup>, et essayons d'imaginer ce que pourrait être les scénarios pour chaque niveau de crise<sup>16</sup> :

- **Niveau 1** : une bulle spéculative s'effondre (ex : l'immobilier, l'Internet...). Il s'agit du scénario le plus simple. La gestion de la crise se limite à une stratégie de quarantaine : Il faut isoler, nettoyer, soigner et assainir. Les mesures de sortie de crise restent techniques, managériales et peuvent se limiter à la remise en ordre d'un cœur de métier, d'un cœur de marché, d'une sphère financière ou technologique, d'une région. Les dégâts sont relativement limités et ne vont pas affectés durablement le fonctionnement de l'économie ou de la société. C'est ce qui a été fait dans

<sup>14</sup> Molière in « *Le Malade imaginaire* »

<sup>15</sup> <sup>15</sup> Tableau des échelles d'intensité des cyclones

Catégorie de cyclone	Pression au centre (mbar)	Vitesse des vents (km/h)	Dégâts
1	>980	119-153	minimum
2	965-979	154-177	modérés
3	945-964	178-209	étendus
4	920-944	210-250	extrêmes
5	<920	>250	catastrophiques

<sup>16</sup> Pour ceux qui veulent aller plus loin sur ces questions de management des « sorties de crise » lire « *La fin du risque zéro* » de Xavier Guilhou et Patrick Lagadec aux éditions Eyrolles 2005 page149 à 162 et « *Sortie de crise : pour une stratégie de rupture* » revue Agir octobre 2006.

les années 80 avec l'effondrement de secteurs entiers dans l'industrie, en 1990 après l'éclatement de la bulle immobilière de 1989, en 1997 avec la crise asiatique ou en 2000 après celle d'Internet.

- **Niveau 2** : Les effets toxiques générés par l'éclatement de la bulle se propagent largement et globalement à l'ensemble des réseaux vitaux. C'est le transfert de la crise immobilière des subprimes au monde financier, puis aux réseaux bancaires, avec des effets collatéraux de grande amplitude sur l'économie réelle. Les impacts sont globaux ils génèrent récession, chômage de masse et perte de richesse. Nous sommes sur un processus de contamination bien connu notamment avec les pandémies<sup>17</sup>. Il s'agit de crises systèmes de grande amplitude. Elles peuvent être toutefois contenues mais cela suppose une mobilisation de moyens considérables pour essayer d'endiguer la pression des éléments et pour surtout conserver la confiance des populations. C'est une situation un peu similaire à celle du corps des ingénieurs qui a essayé de tout mettre en œuvre afin d'éviter que les digues cèdent avant l'arrivée du cyclone Katrina<sup>18</sup>. Pour autant dans ce type de situation il y a de « l'overflowing<sup>19</sup> » et les dégâts peuvent être considérables. Néanmoins ils restent circonscrits et localisables. C'est le cas actuellement avec des secteurs bien ciblés comme l'immobilier, l'automobile, le BTP... Tant que les digues tiennent, en l'occurrence les banques, il est possible de concentrer l'énergie et l'intelligence du système pour assister de façon massive (souvent via la dette et l'action publique) les dispositifs sinistrés. La plupart du temps les dégâts se limitent à de la destruction de valeurs et à de la destruction d'emplois qui peuvent être massifs. Dans ce contexte les états doivent user de leur pouvoir régalien pour apporter leur caution (exemple les plans de soutien à l'économie et au BTP) et acheter momentanément la « paix sociale » La sortie de crise se concentrera sur le renforcement des défenses du système. Les meilleures stratégies sont celles qui mettent en œuvre des logiques très décentralisées et réactives au plus près des populations et des secteurs touchés. Pour y arriver il faut mettre la société civile et les opérateurs vitaux au cœur du traitement de la « sortie de crise ». Tout se joue avec de la proximité et de la flexibilité. Pour réussir il faut « tenir le carrefour »<sup>20</sup> et communiquer le plus simplement possible avec la population afin de restaurer la confiance qui est ébranlée. Mais cela peut aller aussi jusqu'à la remise en cause voire la rénovation du modèle mental qui est à l'origine de la mise en échec de certains maillons faibles du système. C'est exactement ce qui est réfléchi par exemple des deux côtés de l'atlantique pour le secteur de l'automobile : La crise ayant servi de révélateur sur des défaillances

---

<sup>17</sup> qui peuvent être aussi bien technologiques (cf. les risques inhérents au passage de l'an 2000) ou virales (cf. les enseignements du SRAS ou ceux du NHH1)

<sup>18</sup> Rappelons à cet effet qu'à de nombreuses occasions, les autorités locales et le Corps d'Ingénieurs de l'armée américaine avaient en effet réclamé des fonds pour renforcer les digues. Or, non seulement ces requêtes ont été rejetées, mais l'administration Bush avait réduit le budget annuel du Corps des Ingénieurs de la Nouvelle Orléans de 71,2 millions de dollars - soit une baisse de 44,2% depuis 2001. La comparaison avec la situation de nos économies est facile à faire...

<sup>19</sup> « Débordement » terme utilisé lors de Katrina lorsque la mer et les eaux du lac Pontchartrain ont déferlé sur les défenses de la ville et avant le « breaking » des digues

<sup>20</sup> Lire l'essai du mois de novembre 2008 « *Quand les digues cèdent* » [www.xavierguilhou.com](http://www.xavierguilhou.com)

majeures d'investissement et sur la nécessité d'aller bien au-delà une relance par la consommation. La véritable sortie de crise pour l'automobile est d'inventer une nouvelle forme de motricité pour l'après pétrole et surtout pour la cité de demain (changement climatique, pression des NTIC, nouveaux modes de transport...).

- **Niveau 3** : Ce sont les banques, voire les compagnies d'assurance (cf. AIG) qui, sous l'effet de nouveaux coups de boutoirs (*repli massif des hedge funds, découverte de nouveaux produits toxiques dans leurs soutes ou de nouveaux Madof...ce qui n'est pas du tout invraisemblable...*) perdent toute crédibilité, n'arrivent plus à assurer la fluidité du marché interbancaire, voient un effondrement de la confiance avec retraits massifs (cf. Northern Rock), générant des effets collatéraux brutaux et massifs dans l'économie réelle (rupture de contrats, de flux de trésorerie, multiplication vertigineuse des faillites...). Les digues cèdent et l'eau envahit tout sans distinction de statut et sans respecter la moindre notion de frontière. Ce scénario qui peut mettre en faillite le pays, et que nos démocraties ne connaissent plus, est celui de l'implosion argentine (cf. le cas de l'Islande, voire actuellement les difficultés des pays de l'Europe de l'est). Nous ne sommes plus sur une crise système mais bien alors sur une crise sociétale avec comme élément dimensionnant des ruptures brutales et violentes de la paix sociale et de la paix civile. Les niveaux de destructions sont dès lors beaucoup plus tangibles, ils peuvent selon le niveau de catharsis ou de violence collective (qui peut aller jusqu'à la guerre civile) déboucher sur de la perte physique de patrimoine et sur des victimes humaines. C'est le triste bilan offert par la Nouvelle Orléans après la destruction des digues<sup>21</sup>. Dans ce contexte la gestion de la crise est plus du domaine de la sécurité publique que de l'économique. La sortie de crise mettra beaucoup de temps car il faudra tout remettre en cause et l'asseoir sur un travail de résilience des populations qui est lourd surtout s'il y a eu affrontement (cf. l'exemple récent de la Grèce et d'une certaine manière les événements très violents aux Antilles). Dans ce type de scénario la priorité est de rétablir l'ordre public, l'état de droit et de remettre en marche les réseaux vitaux qui auraient été impactés par les événements (transports, énergie, eau, télécoms, banques...). La sortie de crise oscille entre démilitarisation de tous les phénomènes de radicalisation et survivance du système collectif. Dans ce type de contexte le rôle de l'état est fondamental notamment pour garantir la sécurité intérieure et rétablir le minimum de fonctionnalités vitales sur le plan collectif, l'économique et le marchand sont secondaires.
- **Les niveaux 4 et 5** sont d'un autre ordre où le monde civil n'a plus tellement son mot à dire. Heureusement nous n'en sommes pas là pour le moment. Le premier est celui du passage des destructurations internes à des destructions entre nations. C'est le retour de la guerre, hypothèse à laquelle nous ne croyons plus mais qui malheureusement peut toujours refaire surface (*il suffit de considérer ce qui se joue actuellement sur les marges de l'Europe Orientale pour s'apercevoir que la notion « d'espace vital » est toujours d'actualité*). Le second serait la destruction massive avec des scénarios aujourd'hui invraisemblables (*mais pas impensables, il*

---

<sup>21</sup> 350 000 maisons détruites, 1 836 morts et 705 disparus en moins de trois heures.

suffit là aussi de suivre ce qui se joue du côté de l'Iran, de l'Afghanistan ou du couple Pakistan/Inde...) d'utilisation folle des armes dites de destruction massive ou de stratégie de terrorisme dite de masse sur nos hubs stratégiques (cf. les intentions des réseaux Al Qu'aida). Ces deux niveaux génèrent des destructions et des traumatismes considérables et les scénarios de « sortie de crise » sont très longs et complexes. Ils sont en général civilo-militaires. Les exemples du Liban, de l'ex-Yougoslavie, qui correspondent le plus à ces niveaux de gestion de crise, montrent qu'il faut plusieurs décennies pour sortir de ce type de situation qui remettent en cause beaucoup plus qu'un modèle de vie et qu'un modèle mental. Il faut sortir de la survivance et imaginer au-delà une longue reconstruction de nouveaux espaces-temps et de nouveaux jeux d'acteurs ou la haine n'est plus la clé de voûte de l'histoire. L'Europe a bien connu ce processus après 1945 et il lui a fallu un demi siècle pour arriver à surmonter toutes ses pulsions suicidaires ; Ne l'oublions pas, car nos systèmes restent très fragiles même si nous ne croyons plus à ces logiques de confrontation de haute intensité.

### **Aujourd'hui nous sommes quelque part entre le niveau 2 et le niveau**

**3.** Personne n'est vraiment en mesure d'affirmer que la situation est stabilisée en 2, bien que tout le monde soit persuadé que les plans devraient s'avérer suffisants pour contenir la situation. En fait personne ne sait véritablement si les digues peuvent tenir ou pas ! Notre modèle mental a vraiment fragilisé de l'intérieur nos sociétés par le surendettement, la surconsommation et tous ces modèles économiques du « hors bilan » qui ont diffusé des produits toxiques lourds de conséquences. Ces produits issus de la finance et non contrôlé par des banquiers qui n'ont pas fait leur travail agissent sur nos systèmes de vie comme des métastases cancéreuses dont nous n'avons ni la cartographie, ni la moindre traçabilité. Nous sommes dans la même situation que la ville de la Nouvelle Orléans qui s'est développée en zone inondable contre toute prévention des risques et qui n'a pas entretenu ses défenses afin de mieux jouir des charmes du paysage. Nous connaissons la suite : elle n'a pas pu tenir face à l'élément dimensionnant de la crise, qui ne fut pas la mer et les vents comme dans tout ouragan de niveau 1, mais bien la mer avec sa vague de tsunami qui était poussé par la violence des vents (225 Kmh). Tant que les digues tiennent la sortie de crise peut se faire avec des mesures macros entre gouvernement et micros au sein de chaque état avec les secteurs d'activité concernés. Si elles cèdent l'élément dimensionnant sera le maintien de la paix sociale et de la paix civile qui a un certain niveau de tension ne s'achète plus. **Il ne faut pas oublier que la clé de voûte de la gestion de la crise comme de la sortie de crise entre les niveaux 2 et 3 est la confiance. Il s'agit d'une matière molle qui n'a pas de rationalité et qui repose sur un « affectio sociatis » avec lequel il est délicat de jouer.**

Nos sociétés avec cette crise de très grande amplitude sont en train de flirter à nouveau avec des réalités qu'elles n'ont plus l'habitude de fréquenter. Elles cherchent dans la crise de 1929 des remèdes qui ne correspondent plus aux enjeux que nous avons désormais à traiter notamment sur notre vieux continent européen (celui de l'après pétrole, de l'urbanisation, du communautarisme...) qui exigent un autre modèle mental. La tentation est souvent de regarder en arrière pour ne pas voir lucidement les défis qui sont devant nous. Fénelon écrivait à ce propos : « Il n'y a pas de plus dangereuse illusion que la notion pour laquelle les

*gens s'imaginent éviter l'illusion* ». En cela penser la « sortie de crise » est un exercice redoutable ! Au-delà l'honnêteté intellectuelle, celle qui consiste à désigner les événements comme ils le sont, il demande un courage indéniable, celui qui consiste à faire comme cela doit être fait en n'ayant pas peur de dire « non ». Aujourd'hui le risque majeur pour nos sociétés serait de recourir à l'inflation, qui est la décision la plus facile pour gommer les effets désastreux de l'endettement considérable des états, des déficits publics... elle reste la plus dangereuse car elle porte en elle tous les germes du populisme, du nationalisme et de tous les excès de gouvernance que l'histoire des peuples connaît trop. C'est ce courage qui nous a manqué dans les années 30, essayons d'inventer d'autres postures et de faire émerger de véritables initiatives audacieuses.

Pour le moment nous sommes sur d'autres pulsions: celle de la recherche de boucs émissaires afin d'ostraciser quelques figures emblématiques, celle de l'effet moutonnier pour enfermer les peuples dans des sur réactions idiotes, celle des fausses vertus afin d'occulter les vrais sujets. Et pendant que d'aucun s'amuse à faire des cours de morale au peuple nous enregistrons chaque jour une moyenne de 1500 chômeurs en plus et plusieurs dizaines de milliards d'euros de pertes financières. Ces pentes n'ont rien de vertueuses, elles mènent droit à ces phénomènes de catharsis collectives que les éternels Saint-Just et Robespierre attendent avec impatience au coin de la rue. En cela ce qui s'est passé depuis deux mois à la Guadeloupe constitue un signal fort dans la confusion générale qui prévaut sur nos écrans plats. Il y a là un laboratoire de crise identitaire et politique que ne nous ne pouvons pas ignorer et sous-estimer. Espérons que ce prototype subversif, incarné par le LKP<sup>22</sup> et surtout de façon malsaine par son dirigeant, Elie Domota, ne fasse pas trop d'émules sur notre territoire. Il se pourrait que ce prototype soit industrialisé par des forces déviantes et sanguinaires qui haïssent la démocratie, font la promotion de la haine raciale et cultivent l'appel à la violence.

Beaucoup rêvent aujourd'hui naïvement d'un nouveau mai 68 et voit dans ce signal l'amorce d'un grand rendez-vous sociétal pour les prochaines semaines. Certes les français ont la nostalgie de ce type de grand monôme révolutionnaire d'adolescents attardés et gâtés, mais ils risquent d'être surpris par la bête qu'ils vont réveiller. Méfions nous du calme avant la tempête et restons lucides : Les forces reptiliennes, régressives et mortifères n'ont jamais été aussi présentes dans la tête et les gènes de nos populations. Comme l'écrivait Jules César « *Le danger que l'on pressent, mais que l'on ne voit pas, est celui qui trouble le plus* ». **Il va falloir beaucoup d'intelligence et de subtilité mais aussi d'authenticité pour faire émerger une sortie de crise qui puisse s'exprimer sans excès de violence tant nous flirtons actuellement avec le niveau 3.** Pour autant les véritables questions de fond restent et personne n'ose s'interroger sur ce travail de résilience qu'il va bien falloir engager au niveau de nos populations. Il s'impose désormais face à l'effondrement de nos modèles de vie et de société. Mais il faut bien l'avouer l'autisme et le déni de réalité règnent actuellement de façon arrogante. Faudra t'il passer une fois de plus par une catastrophe collective pour admettre nos défaillances et nos impostures ?

Xavier GUILHOU  
Mars 2009

---

<sup>22</sup> LKP : « Liyannaj Kont Pwofitasyon »

